

Atelier scientifique

« Classements, évaluation et assurance qualité : des modèles différenciés »

7 mai 2013, 14h00-16h30

(restitution des ateliers en plénière : 8 mai 2013, 14h45 – 16h15)

Intervention de M. Jacky LUMARQUE

7 MAI 2013

SÃO PAULO, BRÉSIL

Résumé

Les deux intervenants ont établi le diagnostic avec une grande clarté ; ils décrivent les différents types de classements existant à l'échelle internationale, régionale et nationale ; ils analysent l'impact des classements sur les différents groupes d'acteurs (les universités elles-mêmes, décideurs publics et les bailleurs de fonds, les usagers, les milieux socio-économiques) et font ressortir les limites des indicateurs proposés pour appréhender la complexité de l'action universitaire. Des voies de réflexion pour une démarche d'approfondissement sont proposées : le professeur Bennouna oppose le concept de coopération à celui de compétition ; le professeur Clerfeuille nous propose une ouverture sur l'assurance qualité mais comme la première étape d'une démarche en trois temps préparatoire à une nouvelle entrée dans un système de classement.

Les deux interventions voient dans la démarche de classement une forme de surgissement de la globalisation de l'économie dans l'espace de l'université.

Je m'arrêterai un moment sur cet aspect pour faire ressortir comment il conditionne une certaine vision de l'université et le choix des méthodes de classement. Ainsi, des entités qui ne font pas toujours partie de la famille universitaire classent les universités comme le Global Benchmarking Network classe 140 pays en fonction de leur degré de compétitivité, comme la Banque mondiale, depuis 2002, classe 180 pays par rapport au regard de leur climat des affaires etc.

Un certain effet de la globalisation à ne pas sous-estimer : le capitalisme académique

L'influence de la globalisation a déjà absorbé des pans importants de notre vie en société. Le marché affirme sa prééminence ; à travers le libre-échange de biens, de services, de la main d'œuvre et déjà de la connaissance, il s'impose comme l'organisateur de l'accumulation, l'articulateur de la cohésion sociale et de l'identité nationale (Evans 1997), le générateur du bien-être collectif et le constructeur de sens de notre vivre ensemble (Wolin, 1981).

Ses valeurs associées telles que rentabilité, productivité, efficience semblent bien s'appliquer à la manière dont les universités leaders s'affirment dans les classements les plus célèbres.

Ne sommes-nous pas en train d'assister à un changement profond de la manière dont les connaissances sont produites et transmises, illustrant la disparition graduelle des frontières entre l'Etat, l'université et l'industrie ?

Dans une étude publiée en 1997 intitulée *Academic Capitalism : Politics, policies and the Entrepreneurial University*, Slaughter et Leslie, analysant les cas de l'Australie, du Canada, de la Grande Bretagne et des Etats-Unis montrent que les politiques d'enseignement supérieur de ces pays tendent à renforcer le capitalisme académique en canalisant les financements vers les sciences et les technologies et les domaines valorisés par le marché.

Dans la recherche académique traditionnelle, la production de la connaissance obéit à des formes de production hiérarchiquement structurée et plus ou moins stables. Cette connaissance est impulsée par des intérêts académiques ; elle est évaluée par les pairs ; elle est diffusée à travers des publications, des conférences et dans le cadre de la formation.

Mais de plus en plus, apparaît un nouveau mode de production du savoir que Gibbons qualifie de type 2, par opposition au type 1 traditionnel. Il s'agit d'un mode de production structuré de manière « hétérarchique », transdisciplinaire, centré sur des projets, façonné par des intérêts variés, évalués en termes d'efficacité à la fois par les pairs, par les non-pairs et par les commanditaires ou les sponsors des dits projets. Le mode de diffusion est aussi différent, car il peut dépendre de l'intérêt commercial ou d'autres enjeux découlant des avantages compétitifs associés à la recherche.

Il y a une trentaine d'années, le mode de production de la recherche de type 2 n'était pas très présent dans nos espaces universitaires. Aujourd'hui, la notion de « biens publics » s'efface au profit de celle de « biens privés ».

Comme la plupart des politiques de financement de la recherche universitaire envisagent la production de connaissance comme une composante de l'économie mondiale et un élément de la compétitivité nationale et donc de la prospérité, ces universités dont la recherche valorise les « biens privés » mobilisent encore davantage de ressources pour leur activité de recherche et la bulle s'accroît davantage.

L'impact sur la gouvernance : l'émergence de l'université « Corporate »

Les modes d'organisation et les mécanismes de décisions à l'intérieur des universités n'échappent pas à ce courant. Le leadership et la prise de décision ne sont plus le fait de structures collégiales indépendantes, contrôlées par les corps académiques. La « république des *scholars* » fait place à ce que l'on convient d'appeler des « stakeholder organizations » dans lesquelles de puissantes infrastructures managériales viennent contrebalancer ou même remplacer les structures académiques traditionnellement contrôlées par les doyens, chefs de départements et professeurs.

Ces mouvements s'accompagnent d'une certaine forme de professionnalisation du management où les relations traditionnellement fondées sur la confiance font place à de nouveaux rapports basés sur des critères de transparence, des procédures d'assurance-qualité, des mécanismes de revue par les pairs et par les sponsors, des évaluations externes et des batteries d'indicateurs de mesures de performance pour évaluer la recherche, la formation et les apprentissages.

Dans cette mouvance le modèle de représentation démocratique traditionnel des divers groupes d'acteurs (étudiants, professeurs, personnels administratifs) s'atténue au profit de modèles d'organisation de type « corporate », basés sur des processus décisionnels plus verticaux, le recours à

des conseils d'orientation ou d'administration faisant appel à d'autres types d'acteurs (secteurs socio-économiques, représentants de la société civile).

C'est ce modèle émergent d'université qui est promu par les institutions supra nationales comme la Banque mondiale, l'OCDE et qui s'impose aux pays du Sud qui définissent leurs politiques publiques à partir des directives ou des conditionnalités imposées par ces agences. C'est ce modèle d'université qui constitue le paradigme de fond de la vision universitaire à laquelle se trouvent adossés les premiers classements.

Comment s'étonner dès lors de l'hégémonisme du modèle nord-américain d'université élitiste de recherche soudée à l'industrie ? Derrière ce modèle, c'est aussi le discours général de discrédit de l'Etat et du public vis-à-vis du privé.

Le recours à l'outil mathématique est-il suffisant pour légitimer et fonder épistémologiquement la démarche de classement des universités ? Faut-il s'abandonner à ce modèle ? Existe-t-il des voies alternatives ?

Quelles voies alternatives ?

Le professeur Bennouna propose, dans la continuité du courant de pensée amorcé par l'Agence, un changement de paradigme pour passer de la logique de compétition à celle de la coopération, en articulant la mise en œuvre des missions fondamentales de l'université avec l'exigence de pertinence sociale de son action. Continuer à mesurer et à évaluer dans un souci de diffuser et de partager les bonnes pratiques.

Cette proposition rejoint la position de la région Amérique Latine et Caraïbes exprimée lors de la 4^{ème} Rencontre des réseaux universitaires et conférences de recteurs de l'Amérique Latine et des Caraïbes tenue à Buenos Aires les 5 et 6 mai 2011.

Cette position :

- questionne la pertinence de la démarche d'élaborer ou d'utiliser des systèmes de classements comme moyen d'évaluation de l'action universitaire ;
- rejette le biais induit par des indicateurs partiels exagérant le poids de la circulation internationale de la production scientifique ;
- rappelle la nature de « bien public social » de l'enseignement supérieur déjà exprimée par la Région à la Conférence mondiale de l'enseignement supérieur de 2009 (exigence d'adaptation aux changements et aux besoins du milieu);
- propose comme démarche alternative la conduite d'études comparatives qui facilitent la diffusion de bonnes pratiques et la prise de décisions et la construction de systèmes d'information embrassant la totalité des fonctions, caractéristiques, responsabilités, processus et résultats des IES. Le MESALC (Mapa de la Educación Superior en América Latina y el Caribe) est introduit comme un mécanisme d'articulation des systèmes nationaux d'information sur l'enseignement supérieur dans une perspective d'accroissement de la mobilité académique et d'amélioration des politiques publiques et institutionnelles.

Le professeur Clerfeuille , dans l'esprit de la thématique de l'atelier ouvre la voie sur l'assurance qualité. Conçue comme démarche d'amélioration continue, l'assurance qualité met à la disposition des institutions d'enseignement supérieur les outils nécessaires pour leur permettre d'améliorer les conditions d'accomplissement de leur mission.

Encore une fois, que dit la Région Amérique Latine sur cette question ?

L'ALC est parmi les régions pionnières dans la mise en œuvre des mécanismes d'assurance qualité. Dès le début des années 1990. A l'exception des USA, la plupart des systèmes en place actuellement sont relativement jeunes. L'Europe au début des années 2000, puis graduellement l'Australie et quelques pays d'Asie un peu plus tard. Le Moyen Orient et l'Afrique sont encore au stade d'émergence.

Plusieurs systèmes d'assurance qualité font déjà partie d'une tradition régionale :

- ARCU –SU pour le Mercosur depuis 1998 (associant le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay, avec la Bolivie et le Chili comme membres associés)
- Le système SICEVAES (Sistema Centroamericano de Evaluacion y Acreditacion de la Educacion Superior pour la région de l'Amérique Centrale ;
- Le réseau RIACES (Red Ibero Americano para la Acreditacion de la Calidad de la Educacion Superior) pour l'espace ibéro américain,
- Sans ignorer la grande diversité des systèmes nationaux d'assurance qualité qui se sont développés en fonction des caractéristiques des institutions et du contexte de la culture locale.

La voie de l'assurance qualité s'impose d'elle-même d'une manière croissante. Elle est dans la logique du projet de construction d'un système universitaire qui cherche à accroître sa pertinence par rapport aux besoins et au projet de société du contexte social dans lequel elle s'insère.

Le professeur Clerfeuille met à juste titre l'accent sur le rôle qu'elle est amenée à jouer dans la production d'un projet universitaire s'imposant par sa pertinence sociale. En ce sens, pourquoi ne pas l'assumer pleinement comme un élément distinct et différencié ? Sans complexe. Sans que nous nous sentions tenus, comme il le propose dans la conclusion, de l'inscrire comme première étape d'une démarche en trois temps, qui au bout du chemin, doit encore nous ramener (nous enfermer) dans le cercle restreint du classement?

Sommes-nous sûrs que nous avons besoin de systèmes de classements ?

Jacky Lumarque